

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 99 - VENDREDI 18 MARS 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Tu n'as rien vu à Fukushima. Rien.

## AGENDA MILITANT

→ 19 Mars

Paris [Mobilisation contre les violences policières](#)

→ 20 Mars

Paris [islamophobie au nom du féminisme, non !](#)

→ 26 Mars

Rennes [FSL : avec les populations africaines](#)

→ 26 Mars

Paris [Omos - A propos de l'idéologie réactionnaire](#)

→ 26 Mars

Bordeaux [Rencontres Métropolis](#)

→ 26-27 Mars

Paris [Préparation actions G8-G20](#)

→ 2 avril

France : [Santé en danger, toutes et tous dans l'action](#)

## À LIRE SUR [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Action politique

[Les enjeux face au FN](#)

→ NPA

- [Constitution d'un nouveau courant](#)

- [Adresse aux militant-e-s](#)

→ A voir

[Sou-Hami, la crainte de la nuit](#)

→ A lire

[Vivre la ville](#)

→ Monde

- J. Brafman et auteurs ivoiriens [Dénoncer les crimes en Côte d'Ivoire](#)

- O. Le Cour Grandmaison [«Flux migratoires» : fantasmes et mensonges d'Etat](#)

## Rien ne doit plus être comme avant Fukushima

En ces jours de tragédie, nous tenons à exprimer notre émotion et notre solidarité avec le peuple japonais. A la catastrophe des secousses sismiques et du tsunami, avec ses dizaines de milliers de vies humaines balayées et ses destructions, s'ajoute maintenant une catastrophe nucléaire indiscutable. Tout doit être fait pour protéger les populations, les salariés du secteur nucléaire et l'environnement. Nous partageons le sentiment qu'après Fukushima, rien ne doit, rien ne peut plus être comme avant.

Non seulement l'avenir du nucléaire n'est pas un sujet tabou, mais le débat public et contradictoire sur la « sortie du nucléaire » est légitime et nécessaire. C'est pourquoi nous sommes partie prenante de l'appel unitaire « Nucléaire : nous voulons avoir le choix ! ».

Après Tchernobyl en 1986 et d'autres incidents plus ou moins connus ou cachés, les accidents concernent cette fois l'une des toutes premières puissances économiques, où l'industrie nucléaire a toujours été présentée comme sûre. Or, tous les citoyens constatent le manque de maîtrise des autorités de sûreté nucléaire. Cela veut dire que les affirmations constamment exprimées avec aplomb par les technocrates et les gouvernants sur la maîtrise des risques sont infondées.

L'enjeu environnemental et humain, souligné depuis des décennies par les écologistes, se double d'un enjeu démocratique. Il n'est pas possible de continuer à imposer par le manque de transparence ce qui relève d'un choix de société : choisir ou non d'assumer une part de risque d'accidents aux conséquences considérables ; choisir entre une maîtrise publique à 100 % du secteur de l'énergie, des politiques de recherche massives, un pouvoir réel des salariés et des citoyens ou l'actuel mouvement de libéralisation ; choisir ou non de léguer aux générations futures des déchets radioactifs que l'on ne sait pas traiter aujourd'hui.

C'est au peuple de décider, après un véritable débat contradictoire qui n'a jamais eu lieu bien qu'il ait été réclamé depuis de nombreuses années. Il devra nécessairement dépasser le cadre national.

Seul un mouvement populaire, mondial, pourra imposer un processus démocratique, destiné à reprendre le pouvoir des mains des apprentis sorciers de la privatisation en cours du secteur nucléaire, au bénéfice de l'appropriation publique et sociale des outils de production de l'énergie, à sortir la planète de l'infamale logique consumériste et productiviste actuelle - tout en garantissant l'accès de tous aux droits fondamentaux. Il faut mettre au tapis les négateurs mercantiles de la finitude de l'être humain et de la planète, dans une perspective émancipatrice conciliant les impératifs démocratiques, sociaux et écologiques.

● LE COLLECTIF D'ANIMATION DES COMMUNISTES UNITAIRES

# Une montée du FN par manque d'alternative crédible à gauche

**La marée monte. On peut disserter sur le degré de fiabilité des sondages, mais le mouvement est là : le FN et Marine Le Pen progressent.**

**E**n 2 mois le nombre de personnes qui se disent tout à fait d'accord ou assez d'accord avec le FN a progressé de 6 points, passant de 22 à 28% (1). Dans le même temps ceux qui sont en désaccord avec le FN diminuent de 11 points, passant de 72 à 61%. L'acceptation des idées du FN croît donc plus encore que l'adhésion à celles-ci. Dans le palmarès mensuel Opinionway/Métron de l'action des dirigeants de l'opposition, Marine Le Pen est passée de 23% de satisfaits en novembre 2010 à 33% en mars 2011. Jean-Marie Le Pen était à 19% en juin 2010 et à 10% en mars 2009.

Cette progression donne au FN une crédibilité supplémentaire qui augmente son attractivité.

## Une montée du FN alimentée par les difficultés...

Cette progression du FN s'effectue sur fond d'exaspération et de révolte face à la dégradation des conditions de vie et des perspectives d'avenir d'une grande partie de la population, notamment parmi les plus modestes, ceux dont la vie est la plus dure. Or, ces sentiments peinent à déboucher sur une action constructive devant l'absence d'alternative visible et crédible à gauche, laissant place à la désespérance et à la rage, voire à la haine.

## ... le manque d'alternative...

Les retards pris dans le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique, les occasions ratées, constituent un handicap qui a laissé la place au pire. Il ne suffit donc pas de faire assaut

de déclarations anti-FN pour le combattre, il faut créer les conditions d'une véritable alternative à gauche.

## ... et la politique de la droite

Face au rejet de sa politique par une large majorité de Français, Nicolas Sarkozy veut se refaire une santé en essayant de sortir du débat sur les questions sociales, par un recentrage sur les questions de sécurité et d'immigration. Or, ce qui avait fonctionné en 2007, ne fonctionne plus, tellement sa politique est un échec aux yeux des gens. La violence de celle-ci a généré encore plus de violence dans la société. La casse des services publics, y compris de la justice et de la police, lui ôte sa crédibilité dans le domaine de la sécurité. Ce glissement vers l'extrême droite, ne sert plus qu'elle et conduit à la banaliser.

Cette banalisation est également le fait des divisions qu'il a sciemment entretenues dans la société, de la destruction des solidarités et du durcissement de sa politique qui conduisent à faire monter le seuil de tolérance de la population par rapport aux injustices et aux discriminations. D'autant plus que cette politique s'est accompagnée d'une bataille idéologique intense pour mieux la faire accepter.

Enfin, d'autres acteurs ont poussé à cette banalisation. Tel Eric Zemmour, personnage médiatique qui distille ses idées nauséabondes.

## Changement de discours du FN

La progression du FN s'effectue également grâce à une très sensible inflexion du discours de ce dernier, voire un re-

virement complet sur certains points. Le FN reprend nombre des thèmes progressistes pour les détourner et opère une formidable opération de mystification, d'autant plus efficace que ceux qui entendent ces discours ignorent la réalité de la politique de ce parti.

Dans « Pour la France », programme du FN publié en 2006, l'objectif était d'opérer une « révolution libérale ». Marine Le Pen, dans son discours d'investiture au congrès du FN, le 17 janvier 2011, parle, au contraire, d'« Un Etat luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi. ».

Là où le FN prônait l'abrogation des « monopoles légaux qui protègent certaines grande entreprises ou services publics », M. Le Pen dénonce : « L'Europe de Bruxelles » qui « a imposé partout les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de l'emploi, de l'équité sociale et même de notre croissance économique ». Elle parle de « relocalisation » des productions, précisant qu'elle « s'appliquera également de manière plus générale aux services publics ». Mais le FN parle aussi de diminuer les dépenses des collectivités territoriales et donc les services publics.

## Jeu de dupe

Derrière le vernis social et républicain et le discours prétendument protecteur, se cache une version nationaliste du capitalisme. Très loin de la remise en cause du système, il s'agit de récupérer les mécontents en les amenant dans une impasse pour pérenniser le système que le FN fait mine de combattre. ●●●

(1) Sondage TNS-Sofres pour 'La Matinale' de Canal+, réalisé les 9 et 10 mars 2011 et comparaison avec le sondage de janvier.

●●● D'ailleurs, dans le discours de M. Le Pen, pas un mot sur le capitalisme, pas un mot non plus sur les retraites. Pas étonnant quand on sait que le programme du FN comportait encore, à cette époque, la proposition de la retraite à 70 ans. (2) Cette partie du programme a été réécrite depuis.

### Le FN outil de pérennisation du système

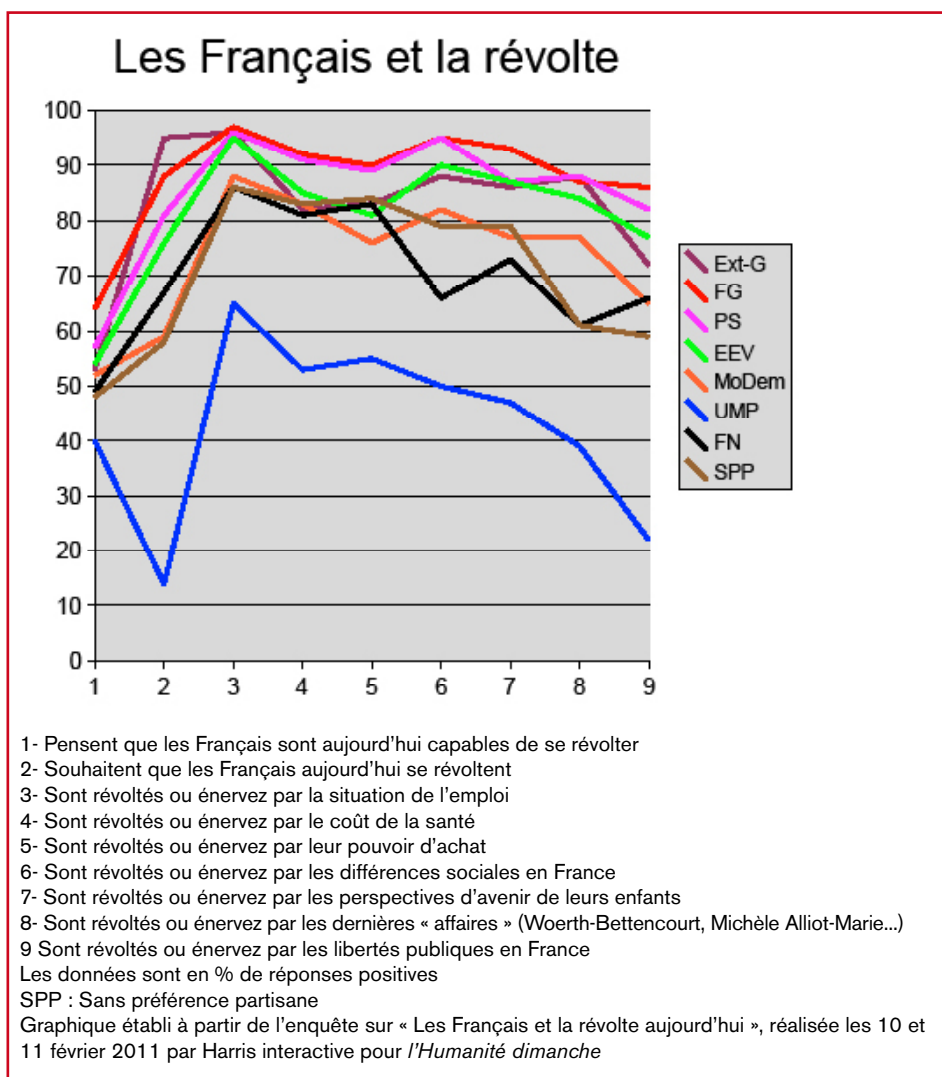
Le FN cache les responsabilités du capitalisme dans les problèmes, mais il se fait fort de désigner des responsables imaginaires pour mieux détourner l'attention. D'où le renvoi permanent aux immigrés comme cause principale de tous les maux. Comme si les immigrés étaient ceux qui délocalisaient les entreprises, qui licenciaient, qui empochaient les profits, qui mettaient en déficit la sécurité sociale à coût d'exonérations de cotisations patronales sans contrepartie...

Or, les immigrés sont des boucs-émissaires d'autant plus pratiques que leur absence de droit de vote ne leur permet pas de sanctionner leurs persécuteurs dans les urnes.

Les capitalistes gagnent sur tous les plans : ils excluent des décisions politiques une partie de ceux qu'ils exploitent et ils utilisent les différences de droits pour diviser ceux qui subissent pourtant les mêmes politiques, les mêmes rapports de domination et d'exploitation.

Et puis, il y a cette idée sous-jacente travaillée par le FN, mais aussi par tous les tenants du capitalisme, qu'il n'y aurait pas de place pour tout le monde dans cette société, qu'il n'y aurait pas les moyens de répondre à tous les besoins et qu'il faudrait faire des choix.

Si la démonstration n'est pas faite que les causes des problèmes sont ailleurs, que d'autres voies sont possibles pour que tout le monde puisse vivre dignement et s'épanouir, que le peuple a la force de tout changer s'il s'unit contre ceux qui le dominent et qui l'exploitent, alors le FN aura toujours un terrain pour prospérer. Et les dénonciations purement morales auront peu de chance de produire des effets.



Si les dirigeants du FN et nombre de ses militants savent où ils veulent aller, leurs électeurs sont loin de tous savoir où le FN essaye de les conduire. Ainsi, 61% des électeurs du FN déclaraient que la réforme des retraites les inciteraient à voter contre Nicolas Sarkozy en 2012. Ils devaient ignorer que le FN était pour la retraite à 70 ans et qu'il est encore favorable à un recul de l'âge de départ effectif à la retraite, même si ses récentes formulations ambiguës peuvent laisser penser le contraire. Mais ils ont retenu que M. Le Pen avait qualifié la réforme d'« injuste », tout en tapant sur les syndicats et les manifestants encore plus que sur le gouvernement (3) et en proposant le vote FN comme seul recours. C'est le tous pourris étendu aux forces sociales.

Le tout accompagné d'une petite dose de propositions anti-finance pour mieux faire avaler la grosse pilule des mesures anti-sociales.

### Un électorat contradictoire

L'électorat du FN est composite. Si une partie de l'électorat du FN vote en connaissance de cause, une bonne partie est plutôt victime d'un jeu de dupe. Le grand écart idéologique est fréquent chez un même électeur du FN, faute de compréhension et de lecture cohérente du réel. Si l'électorat du FN est sur quelques questions (immigration, sécurité...) massivement à droite de la droite, une bonne partie est, sur bien des thèmes, plus proche des électeurs de gauche que de ceux de droite et encore ●●●

(2) « Jean-Marie Le Pen : Travail, Ma fille, Patrie »

(3) Marine Le Pen « Retraites : Quand Sarko organise le chaos ! »

●●● plus proche des SPP (cf. graphique). Les électeurs du FN ont donc souvent du mal à voir clair dans les options politiques, mais, ils ont, plus souvent que les SPP, été captés par ce qui leur est apparu comme une perspective ou un exutoire ou encore du bon sens. Or, tout cela se fait sur fond d'idéologie dominante. Plus celle-ci intègre les idées du FN, plus elle permet cette captation.

A contrario, quand ce qui domine dans le débat public n'est pas les thèmes du FN ou de l'UMP et que les questions et les mouvements sociaux tiennent le haut du pavé, quand les causes des problèmes sont dévoilées, quand des alternatives se font jour, alors le FN a plus de mal à capter ces électeurs. Ainsi, les sondages donnaient-ils le FN à 8 à 12 points de moins qu'aujourd'hui quand le sujet qui dominait était celui des retraites.

Le FN essaye de s'adapter à la situation nouvelle créée par les crises - dont la crise financière, par la remise en cause du capitalisme, par le développement du mécontentement et de la contestation sociale, etc. D'où un repositionnement évacuant les aspects les plus ultra-libéraux de son programme. Ainsi les pages du site du FN sur son programme en matière d'économie, d'emploi et de budget sont elles désormais vides, dans l'attente d'une réactualisation.

### Changement de stratégie

Le FN est-il en train de se transformer en une « nouvelle droite national-populaire » et de prendre ses distances avec l'extrême-droite radicale, comme le suggère Jean-Yves Camus (politologue, spécia-

#### FN laïque : mon œil !

Ce parti qui compte de nombreux catholiques intégristes dans ses rangs et qui revendique les racines chrétiennes de la France et de l'Europe, se fait soudainement le chantre de la laïcité. Dans son discours d'investiture Marine Le Pen déclare : « L'Etat doit être le garant (...) de la stricte application des principes républicains et en tout premier lieu de la laïcité. », « L'Etat doit donc censurer et sanctionner toutes les atteintes à la loi de 1905 ». Et de dénoncer « la participation publique directe ou indirecte à la construction de mosquées. ».

Or, la laïcité du FN n'en est pas une, c'est juste une manière d'en pervertir le sens et de réaliser une opération anti-musulmans.

En effet, dans son programme<sup>1</sup> « au nom de l'égalité de moyens », le FN propose « la mise en place du chèque scolaire, le libre choix de l'école à tous les parents. », « Le chèque scolaire prendra en charge les salaires des personnels hors enseignants (qui ne sont pas pris en charge par l'État) des 10 000 établissements de l'enseignement privé sous contrat. ». Or, l'immense majorité de ces établissements sont religieux et catholiques.

Dans son discours, M. Le Pen évoque « le Baptême de Clovis », « Henri IV et son « Paris vaut bien une messe » », « nos cathédrales », en référence à la chrétienté. Si tout ça est laïque, moi je suis prêtre.

liste de l'extrême droite). (4) Par delà les dénominations, il semble bien - comme il le relève - que le FN soit en train de mettre en œuvre la stratégie préconisée, en 2007, par Alain de Benoist : « *L'alternative à laquelle (le FN) se trouve confronté aujourd'hui de manière aiguë est toujours la même : vouloir encore incarner la "droite de la droite" ou se radicaliser dans la défense des couches populaires pour représenter le peuple de France dans sa diversité (...) Il reste au FN à apprendre comment devenir une force de transformation sociale dans laquelle puissent se reconnaître des couches populaires au statut social et professionnel précaire et au capital culturel inexistant, pour ne rien dire de ceux qui ne votent plus* ». (5)

Évidemment, il ne faut pas entendre « force de transformation sociale », dans les propos d'Alain de Benoist, comme nous l'entendons-nous.

Quant au FN, sa conception de la transformation sociale c'est le passage du capitalisme libéral mondialisé au capitalisme national populiste.

#### Verrou anti-alternative

En effet, le FN est un élément essentiel pour empêcher toute alternative.

Il détourne la colère de nombreux citoyens vers une voie qui ne remet pas en

cause les intérêts capitalistes mais qui vise à les servir.

Il focalise sur l'élection présidentielle et alimente la peur d'une absence de candidat de gauche au 2<sup>nd</sup> tour, poussant ainsi au vote socialiste et fermant la porte à toute alternative.

Le débat sur les projets passe aussi au 2<sup>nd</sup> plan.

#### Responsabilité de la gauche d'alternative

Développer une autre culture, recentrer l'enjeu de 2012 sur l'appropriation du pouvoir par le peuple, sur le projet et sur la majorité à l'Assemblée nationale pour porter une autre politique desserrerait l'étau de la logique présidentielle et donnerait un autre sens au vote.

Mais pour être crédible, la gauche d'alternative doit être forte et lisible et donc unie, ouverte et cohérente. Ne pas laisser le terrain au FN et avancer dans une voie émancipatrice vaut bien quelques remises en cause stratégiques d'organisations un peu trop repliées sur elles-mêmes et que toutes fassent un pas les unes vers les autres. C'est aussi l'affaire des forces sociales et des citoyens dont les objectifs et aspirations ne seront sinon jamais satisfaits.

● Dossier réalisé par Bruno Bessière

Evolution des intentions de vote pour le FN

	Date	% FN
CSA	09 et 10/03/2011	21 à 23
	21 et 22/02/2011	18 à 19
	17 et 18/01/2011	17
	19 et 20/05/2010	11
Harris Interactive	28/02 au 06/03/2011	23 à 24
	09 et 10/11/2010	14
IFOP	07 au 09/03/2011	21 à 22
	16 et 17/02/2011	19 à 20
	12 et 13/01/2011	17
	16 au 18/11/2010	13
IPSOS	14/03/2011	19 à 21
TNS-Sofres	18 et 19/02/2011	17 à 18,5
	19 et 20/11/2010	13 à 14
	20 et 21/08/2010	12 à 13

(4) « [Le nouveau Front national est-il arrivé ?](#) »

(5) « [L'élection présidentielle de 2007](#) », Alain de Benoist, *Résistance*, n° 42, juin 2007

# Construire une alternative politique à la hauteur des exigences du mouvement social

**N**ous avons vécu à l'automne un mouvement social exceptionnel. Alors qu'un déferlement médiatique tentait de faire croire que les « lois » de l'économie imposaient inéluctablement une remise en cause d'un acquis social fondamental, des millions de salariés, jeunes, chômeurs, retraités se sont mobilisés pour dire leur refus et l'opinion a massivement rejeté les régressions décidées au mépris de toute démocratie.

Ce mouvement fait suite aux mobilisations massives du printemps 2009 et fait écho aux luttes dans divers pays européens. Partout se sont exprimés avec force le refus de voir les peuples payer une crise dont ils ne sont pas responsables et le rejet de choix économiques et sociaux perçus comme profondément injustes. Ce mouvement n'a certes pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé mais, par son ampleur, son unité, sa détermination et ses ambitions revendicatives, par la prise de conscience et par l'expérience collective qu'il a constitué, **ce mouvement a mis sur le devant de la scène l'exigence d'alternatives réelles aux choix économiques, sociaux et politiques qui sont ceux du néolibéralisme dominant. En cela, il a assumé de fait une fonction politique majeure.**

**Il a aussi mis en lumière le problème cardinal de la stratégie, du rôle et de la place des organisations politiques de gauche et leurs limites.**

Les forces de gauche ont accompagné et soutenu le mouvement. Mais, au final, elles n'auront pas porté en son coeur la question des alternatives globales hors desquelles l'avenir de la retraite à soixante ans risque d'être compromis. Que la perspective d'une alternative ambi-

tieuse et crédible n'ait pas été portée de façon unitaire a eu des effets. Le mouvement social, avec la sympathie large qu'il recueillait dans l'opinion, a discrédité le discours gouvernemental et indiqué la possibilité d'une autre logique en termes de partage des richesses. Mais quelle que soit sa puissance, il ne pouvait par sa seule dynamique imposer celle-ci et assumer l'affrontement politique avec un pouvoir qui affirmait lier son destin à l'adoption de sa contre-réforme. **En ce sens l'absence d'alternative politique a été un frein au mouvement social pour qu'il puisse gagner.** Cette absence d'alternative crédible conduit à ce que les rapports de forces politiques n'ont manifestement pas été bouleversés par une lutte si ample, bien que la crise politique à droite s'approfondisse.

Bien sûr, tous les partis de gauche n'ont pas eu la même attitude sur le fond. Mais, **globalement, la question de l'alternance politique – la perspective de 2012 – l'a emporté sur celle des conditions de l'alternative.** C'est pourquoi les controverses sur les personnalités ont pris le pas sur les nécessaires débats sur les politiques à mener. Dans le concert général, le Front de gauche n'a pas échappé au défaut commun. Sa présence dans les manifestations a été bien perçue, ses membres se sont engagés sans compter. Mais aucune initiative unitaire n'a été prise qui aurait mis au centre la question de l'issue politique et des réelles alternatives à l'ordre libéral ou à ses accommodements.

**Loin de nous l'idée de sous-estimer l'importance des enjeux de 2012,** du besoin de battre la droite et de créer à cette occasion des dynamiques porteuses pour le mouvement tout entier. Mais il est faux de croire que la défaite de la droite en 2012 est déjà garantie et que la ques-

tion principale se réduirait à la candidature présidentielle. Au contraire, **la présidentialisation de la vie politique, néfaste à la démocratie et au débat d'idées, risque d'occulter ou déformer les questions de fonds : les objectifs, voies et moyens de l'alternative.** Et l'actualité montre que le risque d'un retour des idées profondément réactionnaires, voire xénophobes, comme réponses à la crise, est bien réel.

**Le moment 2012 sera d'autant plus efficace, il dépassera d'autant mieux les risques inhérents à la présidentialisation et aux dilemmes électoraux, qu'une dynamique de débats, de propositions et d'engagements viendra prolonger le mouvement social sur le terrain politique.** Les forces militantes qui veulent rompre avec des décennies de diktats libéraux, ou d'accommodements avec ses normes, pour refonder la gauche ne manquent pas. Nous savons par expérience que, dès l'instant où l'on fait sérieusement appel à elles, on peut opposer aux idées réactionnaires ou xénophobes des propositions fortes, collectivement élaborées, qui ouvrent le champ des possibles et stimulent une véritable dynamique populaire.

**Nous attendons du Front de gauche qu'il ne reste pas une agrégation partielle de forces politiques instituées,** mais qu'il s'élargisse à d'autres forces politiques et aux individus, avec leurs engagements et leurs expériences multiples, qui ont envie, à égalité de responsabilité, de contribuer à sortir la gauche de ses enlisements et de participer activement et ouvertement à l'élaboration d'alternatives. Certain-e-s d'entre nous l'ont déjà dit avec d'autres dans des cadres différents, nous le réaffirmons.

**En effet, il faut aller plus loin et contribuer à l'irruption des aspirations**

**du mouvement social dans le champ politique en favorisant les débats, les convergences, les initiatives.** Venus d'horizons politiques, de trajectoires et d'expériences collectives diverses, nous avons en commun la conviction que, pour porter un projet de rupture à la fois économique, social, écologique, politique, institutionnel, culturel et même éthique, **il faut impérativement que toutes celles et tous ceux qui partagent cette même volonté œuvrent ensemble à une dynamique politique nouvelle.**

Nous savons qu'il existe, dans le mouvement social, des forces qui souhaitent des évolutions collectives substantielles. Nous les appelons à agir, partout où des opportunités se dessinent. Dans la prochaine période, nous voulons œuvrer pour que s'engage cette dynamique politique collective. Pour en débattre, nous décidons d'ouvrir un blog collectif ([tousensemble-agauche.net](http://tousensemble-agauche.net)). Participez !

**Signataires :**

Gilles ALFONSI - Michel ANGOT - Gérard ASCHIERI - Clémentine AUTAIN - Marinette BACHE - Sophie BEROU - Florence BOIZARD - Jacques BOURGOIN - Philippe BOUVIER - Patrick BRODY - Leïla CHAIBI - Yann COCHIN - France COUMIAN - Pierre COURSALES - Gilles DARE - Claude DEBONS - Bernard DEDEBAN - Bernard DEFAIX - Jean Michel DELARBRE - Chantal DELMAS - Richard DETHYRE - Jean-Michel DREVON - Michel DUFOUR - Martine DURAND - Michèle ERNIS - Elisabeth GAUTHIER - Frédéric GÉNEVÉE - Karl GHAZI - Bénédicte GOUSSAULT - Janette HABEL - Patrick HALLINGER - Jean Marie HARRIBEY - Alain HAYOT - Laure HEINICH-LUIJER - Lucien JALLAMION - Gisèle JEAN - Bernard JUSSERAND -

François LABROILLE - Françoise LAROCHE - Patrice LECLERC - Jacques LERICHOME - Christiane MARTY - Dominique MEZZI - Claude MICHEL - Annick MONOT - Alain MONTAUFRAY - Danièle OBONO - Gérard PERRIER - Jacques RIGAUDIAT - Dominique ROLS - Michel ROUSSEAU - Jean-Marie ROUX - Evelyne SIRE-MARIN - Francis SITEL - Maya SURDUTS - Stéphanie TREILLET - Catherine TRICOT - Pierre ZARKA.

Cerises est édité  
par les CommunistesUnitaires  
**contact.cerises@gmail.fr**

Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Arnaud Viviant

## DELICIEUX



*Cahiers de santé publique et de protection sociale*  
janvier 2011.

Ces Cahiers... sont une nouvelle publication de la Fondation Gabriel Péri, dont l'objectif est de proposer des textes de réflexion originaux, des notes de lectures et des documents utiles aux professionnels de santé ou du secteur social, aux élus, syndicalistes et militants, chercheurs

et enseignants. Le premier numéro – trois numéros seront publiés chaque année - comporte notamment des contributions de Bruno Tournaire Bacchini (« *Quelle loi pour quelle psychiatrie ?* »), Serge Klopp (« *Psychiatrie : face au projet sécuritaire de Sarkozy une proposition alternative pour une psychiatrie au service des patients* »), Catherine Mills (« *Les retraites, un enjeu de civilisation* ») et Michel Limousin (« *La question du handicap et de la dépendance* »). Plusieurs notes de lectures (« *La santé au travail en France : un immense gâchis humain* », « *Identité sexuelle et risque de suicide : la démonstration est faite* »...) et des documents thématiques figurent en fin de publication. Plus d'informations : [www.gabrielperi.fr](http://www.gabrielperi.fr) et [mail.fondation@pabrielperi.fr](mailto:mail.fondation@pabrielperi.fr)

## COCKTAIL

**D'un cynisme obscène.** Le capital est un automate : il n'y a pas de jugement moral à porter sur le comportement d'une abstraction. Mais c'est un automate incarné.

Des morts et disparus par dizaines de milliers, des régions ravagées par une catastrophe naturelle, et au milieu de tout ça, le spectre d'une catastrophe nucléaire. Telle est la situation de la troisième puissance économique mondiale, le Japon. Et au milieu des informations sur l'irresponsabilité des uns et l'angoisse des autres, on nous apprend que, catastrophe des catastrophes, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo fond comme neige au soleil. Mais il est des spéculateurs avisés : cela, songent-ils, ne durera pas. L'énergie nippone, c'est la cas de le dire, permettra de relever cette économie. Rien de tel d'ailleurs qu'une bonne catastrophe pour le capital, tant le marché des réparations est juteux. Les exemples de l'Allemagne et de ce même Japon dans l'après guerre en témoignent. C'est donc le moment, alors que les titres des grandes compagnies japonaises se bradent à des prix défiant toute concurrence, de parier sur l'avenir en investissant avec adresse : les plus-values ne tarderont pas à venir, lorsque les cours de la bourse auront repris leur train-train normal. Nos spéculateurs se ruent donc sur ces titres bradés. Quand le Japon se relèvera, quel qu'ait été le prix humain du drame, ils seront riches. Quelques milliards auront changé de main et tout repartira de plus belle.

Ne vivons nous pas une époque formidable dans un monde merveilleux ?

● **Laurent Lévy**

# Exécuter, savoir ou penser ?

Je connais un cadre dit « supérieur », dont le père était ouvrier dans un grand groupe de l'industrie automobile. Pour le paternel, la vie avait pour nom travail à la chaîne, 3 x 8, chronométrage des tâches, bruit des presses, émanations de peintures toxiques... Les accidents de travail étaient légion, les primes à la tête du client, les petits chefs en service commandé. Les journées de chômage technique succédaient aux samedis travaillés et quasi obligatoires. Les salariés qui relevaient la tête avaient droit à la milice patronale. Le top. Nous étions après 1968. « OS, c'est pas une vie » titrait l'hebdomadaire *Révolution*. Les collègues de cet ouvrier étaient dans la même galère. Des immigrés marocains, turcs et algériens étaient eux aussi enrôlés, sous-payés, logés dans des foyers insalubres. Ce qui sauvait l'ambiance

à l'atelier, c'était les repas quotidiens à la gamelle, le départ en congés chaque 30 juillet, quelques bouteilles de *Ricard* apportées en douce à l'usine, un peu de perruque. Ces employés avaient un petit salaire leur permettant... de s'endetter pour acheter une maison et un bout de jardin. Ils furent de plus en plus nombreux, chômage aidant, à accepter ce système coercitif et aliénant : la taule. « On ne peut pas

faire autrement. Ils nous nourrissent. » Des tracts syndicaux redonnaient un peu de dignité et de respect. Quelques syndicalistes, peu nombreux et trop peu entendus, parlaient de solidarité entre Français et Immigrés... Des luttes exemplaires et autogestionnaires (Lip) furent oubliées. Le féminisme passa à la trappe. Le programme commun de la gauche devait résoudre tout cela.

Cet ouvrier est parti en préretraite à 58 ans, en retraite à 60. « La quille » a-t-il dit en quittant l'usine comme on sort d'une caserne. Il a profité de ces jours heureux et a eu la chance de ne pas passer tout de suite l'arme à gauche après sa libération. C'était au temps irraisonnable où de grands groupes patronaux « tenaient » une région : Michelin à Clermont-Ferrand, Peugeot dans le Pays de Montbéliard... Dans ces zones de mono-activité, après avoir fait suer le burnous, ce patronat a délocalisé. En 2010, le chômage est massif, la précarité la règle. Beaucoup de ces immigrés sont partis, d'autres sont venus. La politique a déserté la

vie et les électeurs les urnes. Le Front national atteint des scores inégalés. Le racisme est banalisé. Des élus tentent de revivifier le tissu économique et le commerce.

Aujourd'hui, notre cadre « supérieur » fait un tout autre travail que son père dans l'automobile. Il ne produit pas de voitures (ou de pneus) pour se payer... une voiture (ou des pneus) et partir au ski avec la cinquième semaine de congés. Il passe les  $\frac{3}{4}$  de son temps devant un écran,  $\frac{1}{4}$  en réunions et le cinquième quart dans des TGV, branché sur son e-phone et son ordinateur portable. Ses parents se demandent d'ailleurs comment on peut être payé à écrire des documents, faire des rapports, des mails, des présentations Powerpoint, de la communication. « *Du travail virtuel* » dit la mère. Au-delà de toutes ces heures sans horaire de référence, le fiston

n'a plus de temps pour lire, créer, bricoler, aimer, faire du vélo, élever ses moufflets, s'occuper d'une association, penser. Si peu de temps pour la société et pour soi n'est pas humain.

Aujourd'hui, qu'est-il demandé à ce cadre comme à tant d'autres ? Concevoir et promouvoir des objets ou des services plus ou moins utiles ? Certes. Mais peu importe que tout soit dans le mot « utile », on demande

surtout à ces cadres de savoir. Et de savoir tout sur tout. Pour le *business*, le bonheur des actionnaires, du cours de Bourse, de l'augmentation de capital, de l'« excédent brut d'exploitation », qui résume si bien les choses. Pour le capitalisme, le cadre, la technicienne, les experts doivent *performer* comme les ouvriers doivent être *productifs*. Tout l'être physique, intellectuel, temporel et psychologique doit servir un système binaire et oligarchique, ses critères et ses codes. L'individu doit *adhérer*, sous peine d'être broyé. Et avoir des valeurs orthogonales au capital n'est pas pardonné.

Le patronat a toujours les mêmes fantasmes. Il veut des salariés qui au pire exécutent et au mieux savent, mais jamais ne pensent. Penser par soi-même, c'est déjà faire autrement. Penser et agir ensemble, c'est se libérer de nos prisons mentales et de nos chaînes. Et civiliser le 21<sup>e</sup> siècle.



Le Penseur de Rodin



La Penseuse de Grandjany